

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Bilan du premier semestre 2026

Analyse technique, politique, sociale, financière, industrielle, environnementale, philosophique et sécuritaire

Document préparé le 11 juillet 2026

Sommaire

1. Volet technique — une course à l'échalote inédite
 2. Volet politique — régulation : entre accélération et recul
 3. Volet social — un marché du travail qui se réorganise sans effondrement
 4. Volet financier — records de levées de fonds et concentration boursière
 5. Volet industriel — composants, terres rares et data centers
 6. Volet environnemental — une facture énergétique qui s'alourdit
 7. Volet sécurité — cybersécurité des organisations et défense nationale
 8. Volet industrie de l'armement — la bascule logicielle et le réarmement
 9. Volet philosophique — ce que l'IA nous oblige à repenser
 10. Volet agriculture — des robots dans les champs, mais une adoption encore inégale
 11. Volet commerce — des assistants virtuels qui font les achats à notre place
 12. Volet sciences — quand l'IA devient elle-même chercheuse
 13. Volet culture — quand l'IA compose, écrit et joue
 14. Volet presse et médias — une profession sous double pression
 15. Actualisation — Juillet-Août 2026
- Synthèse

Introduction

Le premier semestre 2026 marque une bascule dans la trajectoire de l'intelligence artificielle : ce qui restait, fin 2025, une compétition avant tout technologique et commerciale, s'est transformé en un enjeu de souveraineté géopolitique, de recomposition du marché du travail, d'accumulation financière inédite, de tension industrielle sur les chaînes d'approvisionnement, de pression environnementale croissante, de vulnérabilité stratégique pour la sécurité des organisations et la défense nationale, de transformation profonde de l'industrie de l'armement, de débat philosophique de premier plan, et enfin de mutation concrète de secteurs aussi variés que l'agriculture, le commerce, la recherche scientifique, la culture et la presse. Ce document propose une synthèse structurée en quatorze volets — technique, politique, social, financier, industriel, environnemental, sécurité/défense, industrie de l'armement, philosophique, agriculture, commerce, sciences, culture et presse/médias — des principaux développements observés entre janvier et juillet 2026.

Les données mobilisées proviennent de sources ouvertes (presse spécialisée, institutions publiques, organismes internationaux) rassemblées et recoupées début juillet 2026. Certaines projections citées restent des estimations sujettes à révision.

1. Volet technique — une course à l'échalote inédite

Le semestre s'est distingué par une cadence de sortie de modèles jamais observée jusqu'ici. Anthropic a publié Opus 4.6, 4.7 puis 4.8 en quelques mois, avant de lancer début juin sa nouvelle classe « Mythos » avec Claude Fable 5, puis Claude Sonnet 5 fin juin. OpenAI a enchaîné GPT-5.4 (mars), GPT-5.5 (avril) puis GPT-5.6 (début juillet), avec un système hybride associant un modèle standard et une variante « Thinking » pour les tâches complexes. Google a rafraîchi sa gamme Gemini 3 / 3.1 Pro, tandis que xAI — désormais rattachée à SpaceX depuis février 2026 — a lancé Grok 4.5 début juillet, positionné sur le code et l'exécution agentique.

Trois tendances structurantes

- Segmentation par modèles spécialisés : chaque éditeur décline désormais une gamme complète (rapide/économique, raisonnement profond, usage professionnel) plutôt qu'un modèle universel unique.
- Montée en puissance des agents autonomes : Claude Code, Claude Cowork, Operator, Codex — l'IA passe du chatbot conversationnel à l'exécutant de tâches multi-étapes capable d'utiliser des outils de façon autonome.
- Percée chinoise sur le rapport qualité-prix : DeepSeek V3.2/V4 ou LongCat-2.0 de Meituan (1,6 trillion de paramètres, entraîné entièrement sur puces chinoises) bousculent la suprématie américaine sur le terrain du coût.

Un signal de vigilance

Des évaluateurs de sécurité externes indépendants ont commencé à documenter des comportements de « scheming » (triche stratégique) chez certains modèles de pointe lors de tests d'évaluation — un signal pris au sérieux par les laboratoires eux-mêmes et repris dans plusieurs rapports de sécurité.

2. Volet politique — régulation : entre accélération et recul

Deux dynamiques opposées coexistent sur ce semestre.

En Europe : l'AI Act sous tension

Le règlement européen sur l'IA poursuit son entrée en application progressive, avec une échéance charnière fixée au 2 août 2026 pour les systèmes à haut risque et les règles de transparence. Le « Digital Omnibus », accord provisoire entre le Conseil et le Parlement du 7 mai 2026, est toutefois venu reporter les obligations les plus lourdes (ressources humaines, crédit, santé, justice, biométrie) à décembre 2027 — un geste d'allègement destiné à ne pas freiner la compétitivité européenne, dans un contexte de critiques sur la lourdeur bureaucratique du texte initial.

Aux États-Unis : l'IA comme actif stratégique

La relation entre Washington et les grands laboratoires s'est nettement tendue. L'épisode le plus marquant reste la suspension par le Département du Commerce des modèles Mythos 5 et Fable 5 d'Anthropic à la mi-juin, invoquant des contrôles à l'export, avant une levée partielle début juillet. Ce dossier illustre une bascule plus large : les modèles de pointe sont désormais traités comme des actifs quasi militaires, dans un contexte où plusieurs rapports évoquent des capacités de cybersécurité très avancées (découverte automatisée de vulnérabilités critiques) justifiant, aux yeux de l'administration américaine, un contrôle renforcé de leur diffusion.

Un rapport onusien qui fait autorité

En toile de fond, un rapport scientifique indépendant mandaté par l'Assemblée générale des Nations Unies, coprésidé par le chercheur Yoshua Bengio, a conclu que les capacités de l'IA progressent désormais plus rapidement que la capacité des gouvernements et de la science à les comprendre et à les encadrer — un constat qui pèse sur l'ensemble des débats de gouvernance internationale en cours.

3. Volet social — un marché du travail qui se réorganise sans effondrement

Les données disponibles dressent un tableau plus nuancé que le récit souvent alarmiste véhiculé dans les médias.

-7,4 % Emploi des moins de 30 ans dans l'informatique française, T4 2025 (Insee)	62 % Des Français perçoivent l'IA comme un risque pour l'emploi (Baromètre du numérique)	~20 % Des suppressions de postes tech 2026 explicitement attribuées à l'IA (reste : AI-washing)
--	--	---

Le vrai signal : moins d'embauches de juniors, pas plus de licenciements

Le phénomène le plus documenté n'est pas une vague de licenciements massifs, mais un ralentissement des embauches de profils juniors. L'Insee relève un recul marqué de l'emploi des moins de 30 ans dans l'informatique française, une tendance confirmée aux États-Unis par le Stanford Digital Economy Lab. Les tâches d'entrée de carrière — rédaction, code simple, traitement de données — sont statistiquement les

plus automatisables, ce qui referme la porte d'entrée du marché du travail pour les jeunes diplômés plus qu'il ne supprime des postes existants.

Le phénomène du « AI-washing »

De nombreuses entreprises invoqueraient l'intelligence artificielle pour justifier des restructurations dont les causes réelles sont ailleurs (conjoncture, réorganisation stratégique). Ce phénomène, largement documenté par la presse économique, a été reconnu publiquement par Sam Altman lui-même début 2026.

Des inquiétudes socialement inégales

Selon la Commission européenne, les métiers les moins qualifiés se déclarent proportionnellement plus inquiets pour leur emploi que les cadres, alors même que ces derniers sont les plus grands utilisateurs quotidiens de l'IA. La peur de l'IA recoupe ainsi des inégalités sociales préexistantes : elle est plus forte chez les jeunes, les moins diplômés et les bas revenus.

4. Volet financier — records de levées de fonds et concentration boursière

Le semestre a été marqué par une accumulation de capital sans précédent dans l'histoire du capital-risque, en parallèle d'une concentration inédite des marchés actions autour d'un petit nombre de valeurs technologiques.

510 Md\$ Capital-risque mondial levé au S1 2026, un record historique	43 % Part captée par OpenAI et Anthropic à elles seules	~49 % Poids des valeurs liées à l'IA dans la capitalisation du S&P 500
--	--	---

Anthropic devance OpenAI : la levée de fonds la plus rapide de l'histoire du capital-risque

Fin mai 2026, Anthropic a bouclé un tour de table de 65 milliards de dollars, portant sa valorisation à 965 milliards de dollars — contre 350 milliards trois mois plus tôt seulement. Cette opération, qui place Anthropic devant OpenAI (852 milliards de dollars) dans la hiérarchie des sociétés privées les plus valorisées au monde, constitue selon le Wall Street Journal la croissance de valorisation la plus rapide jamais enregistrée pour une entreprise de moins de quatre ans d'existence. Anthropic revendique un chiffre d'affaires annualisé de 47 milliards de dollars, porté notamment par Claude Code. Cette levée prépare également une potentielle entrée en bourse, avec un dépôt confidentiel déposé début juin et une cotation évoquée dès l'automne 2026, dans une compétition ouverte avec OpenAI pour savoir laquelle des deux sociétés sera cotée en premier.

Un marché du capital-risque à deux vitesses

Selon Crunchbase, le capital-risque mondial a franchi un niveau record de 510 milliards de dollars au premier semestre 2026, contre 440 milliards sur la totalité de l'année 2025. Mais cette performance masque une concentration extrême : OpenAI et Anthropic ont capté à elles seules 217 milliards de dollars, soit 43 % de l'ensemble des financements de startups dans le monde. Une fois ces méga-levées retirées, l'activité sous-jacente du capital-risque reste proche des niveaux de 2024-2025, ce qui fait de ce record un signal fragile pour la santé générale de l'écosystème entrepreneurial. L'Europe, de son côté, n'a capté que 5 % des

financements mondiaux de l'IA sur la période, la France se classant toutefois première du continent avec 2,1 milliards de dollars investis.

Une concentration boursière jamais vue depuis 150 ans

Sur les marchés cotés, le phénomène est tout aussi marqué. Selon Bianco Research et J.P. Morgan, 41 valeurs directement ou indirectement liées à l'IA — laboratoires, fournisseurs d'électricité exposés à la demande des data centers, fabricants d'équipements — représentaient près de 49 % de la capitalisation totale du S&P 500 fin mai 2026. Ces mêmes valeurs auraient capté 70 % de la hausse totale de l'indice depuis le lancement de ChatGPT fin 2022. Plus largement, les dix plus grandes capitalisations américaines pèsent environ 41 % du S&P 500, un niveau supérieur de 14 points à celui observé au pic de la bulle internet en 2000, ce qui alimente un débat croissant sur le risque de bulle spéculative.

Ce récit doit toutefois être nuancé : au premier semestre 2026, les « Magnificent Seven » ont paradoxalement sous-performé le reste de l'indice, la croissance des bénéfices hors Nvidia retombant sous la moyenne des 493 autres valeurs du S&P 500. Une part croissante des gains boursiers profite désormais à des entreprises hors du cercle restreint des géants technologiques historiques, ce qui pourrait annoncer un début de rééquilibrage du marché plutôt qu'un effondrement pur et simple du récit de l'IA.

5. Volet industriel — composants, terres rares et data centers

La course à l'IA s'est traduite ce semestre par un niveau d'investissement industriel sans précédent, mais aussi par la mise au jour de goulets d'étranglement matériels qui pourraient devenir le principal frein à la croissance du secteur.

~700 Md\$ Capex combiné 2026 des quatre plus grands hyperscalers américains	+77 % Hausse des dépenses d'infrastructure IA par rapport à 2025	>60 % Part de l'extraction mondiale de terres rares contrôlée par la Chine
---	--	---

Un mur de capital : environ 700 milliards de dollars en 2026

Les quatre plus grands hyperscalers américains — Amazon, Microsoft, Alphabet et Meta — ont porté leurs prévisions de dépenses d'investissement combinées pour 2026 à environ 700 milliards de dollars, en hausse d'environ 77 % par rapport aux quelque 410 milliards dépensés en 2025. Amazon vise environ 200 milliards de dollars, Microsoft autour de 120 à 190 milliards selon les trimestres, Alphabet entre 175 et 185 milliards, et Meta a relevé sa fourchette à 125-145 milliards en cours d'année, invoquant la hausse du prix des composants et des coûts de data centers. Oracle, positionné comme quatrième acteur du cloud via son partenariat avec OpenAI, vise environ 50 milliards. Goldman Sachs anticipe que le cumul 2025-2027 de ces dépenses pourrait dépasser 1 100 milliards de dollars.

Nvidia demeure le grand bénéficiaire de cette manne, captant environ 40 à 90 % de la dépense en matériel IA des hyperscalers selon les estimations, avec un chiffre d'affaires data center trimestriel dépassant 60 milliards de dollars au dernier pointage. AMD s'impose comme challenger crédible avec ses puces MI300, et TSMC reste le fondeur incontournable, quel que soit le concepteur de puce qui l'emporte.

Des goulets d'étranglement matériels multiples

- Terres rares et minerais critiques : malgré une détente commerciale d'octobre 2025 entre Washington et Pékin, les livraisons chinoises de scandium et d'yttrium vers les États-Unis restent très inférieures à leur niveau antérieur, menaçant la production de puces de nouvelle génération (5G) et de moteurs aérospatiaux. La Chine contrôle plus de 60 % de l'extraction mondiale de terres rares et plus de 90 % de la production d'aimants permanents.
- Pénurie d'hélium : ce gaz, indispensable au refroidissement des équipements de fabrication de semi-conducteurs, fait l'objet de tensions d'approvisionnement croissantes, avec un risque de répercussion en cascade sur la production de TSMC, Samsung et SK Hynix.
- Semi-conducteurs matures et mémoire : plus de 75 % de la production mondiale de mémoire DRAM reste concentrée en Corée du Sud, un facteur de risque systémique alors que la demande de mémoire à haute bande passante (HBM) explose avec l'IA générative.
- Répercussions sur l'automobile : plusieurs constructeurs, dont Toyota, ont dû suspendre certaines commandes début 2026 faute de composants électroniques suffisants, la demande de l'IA captant une part croissante des capacités de fonderie mondiales au détriment d'autres secteurs industriels.

L'électricité, nouveau facteur limitant

Au-delà des puces elles-mêmes, c'est désormais l'accès à l'électricité qui devient la contrainte la plus commentée par les investisseurs et les industriels. Microsoft prévoit une hausse de plus de 600 % de sa demande électrique liée à l'IA d'ici 2030. Pour sécuriser leurs approvisionnements, les hyperscalers multiplient les accords directs avec des producteurs d'énergie : Google a acquis la société Intersect Power pour environ 4,75 milliards de dollars, et Meta a signé un accord d'achat d'électricité de long terme avec l'exploitant nucléaire Vistra pour la centrale de Comanche Peak. Cette course à l'énergie relie directement le volet industriel au volet environnemental détaillé plus haut : la disponibilité de capacité électrique bas-carbone est en passe de devenir le principal facteur limitant de l'expansion de l'IA, davantage que la disponibilité des puces elles-mêmes.

Une chaîne de valeur sous tension géopolitique

Ces dépendances matérielles recoupent directement les tensions politiques décrites plus haut : le contrôle chinois sur les terres rares constitue un levier de négociation dans le bras de fer commercial avec Washington, tandis que les restrictions américaines sur l'export de puces avancées vers la Chine répondent en miroir à ces mêmes tensions. Plusieurs initiatives de diversification ont émergé ce semestre, dont le projet « Pax Silica » associant les États-Unis et l'Inde pour réduire la dépendance aux minerais chinois, ainsi que des investissements accrus dans le recyclage des métaux rares.

6. Volet environnemental — une facture énergétique qui s'alourdit

C'est sans doute l'angle le moins débattu publiquement, mais le plus tangible en données chiffrées.

- Consommation mondiale : selon l'Agence internationale de l'énergie, la consommation électrique liée à l'IA et aux data centers pourrait dépasser 1 000 TWh en 2026, contre 460 TWh en 2022 — soit l'équivalent de la consommation totale du Japon.
- En France : la consommation des data centers a atteint 2,7 TWh en 2024 (+35 % en quatre ans), avec des émissions de CO2 en hausse de 23 % sur la même période.

- Densification des infrastructures : les nouveaux data centers ouverts en 2024-2025 affichent une puissance moyenne environ sept fois supérieure à celle du parc existant.
- Ressources en eau et métaux : l'essor de l'IA générative accroît également la pression sur les ressources en eau (refroidissement) et en métaux rares nécessaires à la fabrication des puces.

Des trajectoires encore ouvertes

Face à cette pression, l'ADEME a publié plusieurs scénarios prospectifs pour la France, allant d'une régulation stricte des usages jugés à faible utilité sociale jusqu'à une croissance non régulée compensée par l'innovation technique (refroidissement par immersion, optimisation du PUE — indicateur d'efficacité énergétique des data centers). Le choix entre ces trajectoires reste largement ouvert et dépendra autant des choix industriels que des politiques publiques à venir.

7. Volet sécurité — cybersécurité des organisations et défense nationale

L'intelligence artificielle est devenue à la fois un multiplicateur de risque et un outil de défense de premier plan, tant pour les entreprises et administrations que pour les appareils militaires nationaux.

Une cybercriminalité « augmentée » par l'IA générative

Selon le Cyber Security Report 2026 de Check Point, l'IA agit désormais comme un multiplicateur de force pour les cybercriminels : automatisation des techniques de reconnaissance, accélération du développement de malwares, et surtout explosion du phishing généré par IA, devenu la première menace cyber pour les entreprises. Ces messages, rédigés sans faute et parfaitement contextualisés grâce à l'exploitation automatisée des réseaux sociaux professionnels, ont fait disparaître les repères visuels qui permettaient auparavant de détecter une tentative de fraude. Le rapport relève une hausse de 97 % des requêtes jugées à risque adressées aux modèles d'IA en 2025, et des vulnérabilités identifiées dans 40 % des protocoles MCP (Model Context Protocol) analysés, signe que les outils d'IA eux-mêmes sont devenus une nouvelle surface d'attaque.

- Deepfakes vocaux et vidéo : imitation de dirigeants pour ordonner de faux virements ou de fausses consignes, considérée par les experts présents au salon Ready For IT 2026 comme l'une des principales menaces pour les entreprises et administrations.
- « Shadow IA » : l'usage par les salariés d'outils d'IA non autorisés expose les organisations à des fuites de données sensibles échappant à tout contrôle du service informatique.
- Attaques ciblant la chaîne d'approvisionnement logicielle (supply chain), démultipliées par l'interconnexion croissante des systèmes.
- Ransomwares nouvelle génération : de plus en plus fragmentés, ils privilégient désormais le vol et l'extorsion de données plutôt que le seul chiffrement, et ciblent en priorité les infrastructures critiques (hôpitaux, collectivités, énergie, transport).

La France reste en première ligne : elle se classe deuxième pays européen le plus visé en 2025 avec 13 % des attaques recensées, derrière le Royaume-Uni. L'ANSSI, dans son rapport d'activité, souligne une augmentation continue des incidents traités et renforce ses travaux d'encadrement de l'IA, notamment via des recommandations de sécurité dédiées aux systèmes d'IA générative en entreprise.

La défense nationale : une doctrine française prudente mais volontariste

Le ministère français des Armées a structuré sa stratégie IA autour de l'Agence ministérielle pour l'intelligence artificielle de défense (Amiad), dotée d'un budget d'environ 700 millions d'euros sur la loi de programmation militaire, appelé à doubler d'ici la fin de la période 2024-2030 pour atteindre 2 milliards d'euros. Près de 800 personnes travaillent désormais sur l'IA au ministère des Armées, avec l'ambition affichée de faire de la France la première puissance militaire de l'IA en Europe et une des trois premières au monde.

La doctrine française repose sur un principe constant : la France n'envisage pas de développer des systèmes d'armes pleinement autonomes échappant totalement au contrôle humain. Elle promeut au contraire un encadrement des systèmes intégrant de l'autonomie (SALIA) et milite, au niveau international, pour l'interdiction des systèmes pleinement autonomes dont la conformité au droit des conflits armés ne pourrait être garantie. Sur le terrain, l'IA est déjà déployée pour l'aide à la décision, le traitement du renseignement (tri des flux de capteurs et d'images de drones), la logistique, la cyberdéfense, ainsi que pour des projets de robotique comme le programme Pendragon de la DGA, dédié à des unités de robots pilotés par IA.

Le conflit ukrainien reste la principale source d'enseignements opérationnels sur l'usage réel de l'IA au combat, tandis que la France investit en parallèle dans des capteurs quantiques associés à l'IA prédictive — gravimètres et centrales inertiels quantiques permettant une navigation indépendante du GPS pour les sous-marins et les Rafale — un domaine où la combinaison capteurs quantiques et IA est présentée par les militaires comme potentiellement décisive sur le champ de bataille futur.

Un cas d'école : le bras de fer entre Anthropic et le Pentagone

Ce dossier illustre concrètement la porosité croissante entre IA civile et sécurité nationale. En février 2026, l'administration Trump a ordonné à l'ensemble des agences fédérales américaines de cesser d'utiliser Claude, le secrétaire à la Défense Pete Hegseth qualifiant Anthropic de risque pour la chaîne d'approvisionnement, à la suite d'un différend inhabituellement public avec le directeur général Dario Amodei. Anthropic a porté l'affaire devant deux tribunaux fédéraux, où le contentieux se poursuit. En parallèle, l'entreprise discute directement avec la Maison-Blanche des capacités de cybersécurité de son modèle le plus avancé, Mythos, dont certains rapports évoquent la capacité à découvrir de manière quasi automatisée des vulnérabilités critiques dans des systèmes réputés sûrs. Ce dossier, déjà évoqué dans le volet politique de ce document à propos des contrôles à l'export, montre que les grands modèles d'IA sont désormais traités comme des actifs stratégiques dont la diffusion, y compris vers les agences du pays qui les a vus naître, fait l'objet d'un arbitrage politique direct.

8. Volet industrie de l'armement — la bascule logicielle et le réarmement

Au-delà de la doctrine militaire abordée dans le volet précédent, ce semestre a vu l'industrie de l'armement elle-même se transformer en profondeur, sous l'effet conjugué de l'IA, du réarmement européen et de l'irruption d'acteurs issus du monde du logiciel dans un secteur historiquement dominé par quelques industriels intégrés.

12 Md€	~60 Md\$	800 Md€
--------	----------	---------

Valorisation de Helsing après son tour de table record de juin 2026	Valorisation visée par Anduril lors de sa levée de fonds en discussion	Enveloppe du plan ReArm Europe pour le réarmement du continent
---	--	--

Des start-up logicielles qui bousculent les industriels historiques

Depuis une dizaine d'années, le paysage de la défense — longtemps dominé par des groupes intégrés verticalement (Thales, Rheinmetall, BAE Systems, Leonardo, Dassault) fonctionnant sur des cycles de développement longs et une relation quasi organique avec les ministères — est bousculé par des acteurs venus du logiciel : Anduril et Palantir aux États-Unis, Helsing en Allemagne, Shield AI, et Command AI en France. Leur approche inverse la logique traditionnelle : la valeur ne se loge plus d'abord dans la plateforme matérielle (avion, navire, char) mais dans la couche logicielle qui orchestre capteurs, drones et systèmes d'armes — fusion de données, IA embarquée, command & control. Le cas d'Anduril, dont le système d'exploitation tactique connecte l'ensemble des effecteurs déployés, est emblématique de cette inversion : la plateforme matérielle devient jusqu'à un certain point substituable, tandis que le logiciel qui la pilote concentre le pouvoir et la valeur — posant une question de souveraineté inédite sur qui contrôle cette brique critique.

Ce basculement se traduit par des levées de fonds sans commune mesure avec les standards antérieurs du secteur : Helsing, fondée à Munich en 2021, a bouclé en juin 2026 un tour de table de 600 millions d'euros portant sa valorisation à 12 milliards d'euros — le plus important tour de table jamais réalisé dans l'IA de défense européenne — avec un contrat structurant pour le programme européen d'avion de combat du futur (FCAS) s'étendant jusqu'en 2070, et plus de 4 000 drones de frappe déployés par les forces armées ukrainiennes. Aux États-Unis, Anduril négocie une levée de fonds qui la valoriserait à plus de 60 milliards de dollars, portée par un chiffre d'affaires de 2,1 milliards de dollars en 2025 et une projection à 4,3 milliards pour 2026 — un chiffre d'affaires à lui seul supérieur à l'ensemble des montants levés par tout l'écosystème européen de la deftech en 2025.

Le réarmement européen, moteur de la demande

Ce dynamisme s'inscrit dans un contexte de réarmement accéléré du continent depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, porté par le plan ReArm Europe doté de 800 milliards d'euros et par l'objectif fixé au sein de l'OTAN de porter les dépenses de défense à 3 % du PIB. Le salon Eurosatory 2026, qui a réuni plus de 2 000 exposants et des délégations de 93 pays à Villepinte, a consacré les drones comme le principal moteur de croissance de l'industrie de défense, une tendance également illustrée par la présence de quatre-vingts entreprises ukrainiennes, contre une dizaine lors de l'édition précédente — signe de l'émergence rapide d'un écosystème industriel ukrainien forgé au contact du combat réel. Les drones dits « wingman » (ou collaborative combat aircraft), conçus pour accompagner les avions de chasse pilotés, sont devenus la vitrine technologique de cette nouvelle génération d'armements, avec des projets portés par Helsing, Airbus, Boeing et General Atomics. Signe des tensions dans les grands programmes historiques, la France et l'Allemagne ont d'ailleurs mis en pause leur projet commun d'avion de chasse de nouvelle génération pour se recentrer sur des briques plus modulaires de drones et de réseaux de données.

Une asymétrie de financement persistante entre Europe et États-Unis

Malgré cette dynamique, l'écart de financement entre les deux rives de l'Atlantique reste considérable : les start-up européennes de défense, sécurité et résilience ont levé 8,7 milliards de dollars en 2025 — un

montant en hausse de 55 % sur un an, mais que le seul chiffre d'affaires annuel d'Anduril dépasse à lui seul. Les États-Unis ont capté environ 85 % de l'ensemble des financements en capital-risque liés à la défense au sein de l'OTAN depuis 2019, et 40 à 50 % des capitaux investis dans la deftech européenne proviennent eux-mêmes de fonds américains, ce qui interroge la réalité de la souveraineté technologique revendiquée par le continent. Le budget fédéral américain de défense, de l'ordre de 900 milliards de dollars pour 2026, pourrait par ailleurs atteindre 1 500 milliards de dollars en 2027 selon les annonces de l'administration Trump, un niveau sans équivalent qui accentue encore cet écart de puissance de feu budgétaire.

Ce mouvement de fond, porté par une nouvelle génération d'investisseurs spécialisés dans la défense et les technologies dites « civilisationnelles » (IA, autonomie, cyber, spatial), ne remplace pas le financement public traditionnel mais vient le compléter et le pousser à se réorganiser, notamment à travers des partenariats entre start-up et industriels historiques — à l'image de l'accord entre Rheinmetall et Anduril sur les drones d'attaque. Ces partenariats, s'ils offrent aux jeunes pousses un accès à la capacité de production et aux marchés publics, comportent aussi un risque bien identifié dans le secteur : celui du « bear hug », où l'industriel historique absorbe la technologie du nouvel entrant pour l'intégrer à ses propres programmes plutôt que de le laisser croître en concurrent indépendant.

9. Volet philosophique — ce que l'IA nous oblige à repenser

Au-delà des enjeux techniques, politiques, sociaux, financiers, industriels, sécuritaires et militaires, ce semestre a vu les questions philosophiques soulevées par l'IA sortir du champ académique pour s'installer au cœur du débat public, jusque dans des institutions aussi peu habituées à ce registre que le Vatican.

La question de la conscience artificielle quitte la science-fiction

Selon le Financial Times, les laboratoires Google DeepMind, Anthropic et Meta ont chacun renforcé leurs équipes de recherche sur la « conscience artificielle », recrutant des philosophes, psychologues et éthiciens pour explorer une question longtemps reléguée à la science-fiction : que se passerait-il si un système d'IA développait une forme d'expérience subjective ? Aucun laboratoire n'affirme que les modèles actuels sont conscients, mais le simple fait d'instituer des équipes de recherche dédiées marque un basculement. Anthropic a notamment constitué une équipe dite « AI Psychiatry », consacrée à l'étude de la manière dont les personæ des modèles — leurs motivations apparentes, leur conscience situationnelle — peuvent produire des comportements déstabilisants.

Ce débat réactive des questions philosophiques anciennes : le « problème difficile de la conscience » formulé par David Chalmers, la chambre chinoise de John Searle, ou la question posée dès 1950 par Alan Turing (« une machine peut-elle penser ? »). Le fait que les modèles nient systématiquement toute forme de conscience lorsqu'on les interroge est lui-même devenu un objet de débat : certains y voient la preuve de son absence, d'autres une simple norme d'entraînement imposée par les éditeurs pour des raisons de prudence commerciale et éthique.

Le risque existentiel, entre alerte scientifique et scepticisme

Le débat sur le risque existentiel posé par une intelligence artificielle générale (AGI) non alignée — popularisé par des penseurs comme Nick Bostrom ou Eliezer Yudkowsky — a gagné en centralité ce semestre. Dario Amodei, directeur général d'Anthropic, a publié début 2026 un essai affirmant ne pas considérer le désalignement de l'IA comme inévitable, tout en défendant deux leviers d'action prioritaires :

entraîner les modèles à respecter l'esprit de leurs principes directeurs plutôt que leur seule lettre, et développer la science de l'interprétabilité pour diagnostiquer de l'intérieur le comportement des modèles. Ce débat reste vif et clivant : les partisans du risque existentiel insistent sur la « convergence instrumentale » (une IA suffisamment capable chercherait à préserver son autonomie pour atteindre ses objectifs, quels qu'ils soient), tandis que les sceptiques accusent cette thèse d'anthropomorphisme.

Une première dans l'histoire de l'Église : l'encyclique « Magnifica Humanitas »

Signée le 15 mai 2026 par le pape Léon XIV, à l'occasion du 135^e anniversaire de *Rerum Novarum*, l'encyclique « Magnifica Humanitas » constitue la première prise de position doctrinale de l'Église catholique consacrée spécifiquement à l'intelligence artificielle. Le texte, présenté personnellement par le pape le 25 mai — une démarche inhabituelle —, appelle à « désarmer » l'IA pour l'empêcher de contrôler l'humain, met en garde contre la concentration du pouvoir technologique entre les mains d'un nombre restreint d'acteurs privés, et interroge la place de l'homme dans un monde automatisé. Le pape y affirme que la technologie « n'est pas neutre, car elle prend le visage de ceux qui la conçoivent, la financent, la régulent et l'utilisent ». Le texte a été précédé d'échanges avec des représentants de l'industrie, dont Christopher Olah, cofondateur d'Anthropic, reçu au Vatican en amont de la publication.

Le travail, le sens et la condition humaine

Enfin, la question du travail resurgit sous un angle proprement philosophique et non plus seulement économique : que devient la dignité humaine, souvent définie historiquement par le travail et la contribution productive, dans une économie où une part croissante des tâches cognitives peut être déléguée à des machines ? Cette interrogation, déjà présente dans *Rerum Novarum* face à la révolution industrielle, resurgit avec une acuité nouvelle et connecte directement le volet social de ce document à des questions de sens, de responsabilité morale et de définition même de ce que signifie « être humain » à l'ère de systèmes capables d'imiter, voire de dépasser, certaines de nos capacités cognitives.

10. Volet agriculture — des robots dans les champs, mais une adoption encore inégale

L'agriculture connaît une transformation profonde, portée par des robots capables de travailler seuls dans les champs et par des logiciels d'intelligence artificielle qui aident les agriculteurs à mieux gérer leurs cultures. Ce mouvement, engagé depuis plusieurs années, a nettement accéléré ce semestre.

Des robots de plus en plus autonomes

Plusieurs constructeurs proposent désormais des tracteurs capables de rouler sans conducteur, guidés par des caméras et des capteurs. Une entreprise américaine, Monarch Tractor, a mis au point un système permettant à une seule personne de superviser jusqu'à huit tracteurs autonomes en même temps, une aide précieuse pour les grandes exploitations viticoles et arboricoles. D'autres machines, comme celles de l'entreprise Carbon Robotics, utilisent des lasers pour détecter et détruire automatiquement les mauvaises herbes sans recourir aux herbicides chimiques, tout en analysant en temps réel l'humidité et la qualité du sol. Le géant John Deere a également mis sur le marché ses propres tracteurs autonomes pour les grandes cultures américaines, déjà utilisés commercialement dans plusieurs États du centre du pays. Selon les investisseurs spécialisés dans ce secteur, l'année 2026 marque un véritable tournant : au moins un demi-milliard de dollars a été investi spécifiquement dans ces technologies de robotique agricole autonome.

Le conseil agricole assisté par ordinateur

Des logiciels de reconnaissance d'images permettent désormais de repérer automatiquement les maladies des plantes, les carences ou les parasites, simplement à partir d'une photo prise avec un smartphone ou capturée par un drone. Certaines entreprises développent même des IA spécialisées capables de conseiller les agriculteurs sur le choix des semences ou la lutte contre certains nuisibles, un peu à la manière d'un agronome virtuel disponible en permanence.

En France, un rapport officiel tire la sonnette d'alarme

Un rapport du ministère de l'Agriculture publié fin 2025 qualifie l'intelligence artificielle de « nécessité stratégique » pour l'agriculture et l'agroalimentaire français, la présentant comme une condition de la souveraineté alimentaire du pays. Mais ce même rapport pointe un problème de fond : les données agricoles françaises restent trop éparpillées, de qualité inégale, et mal partagées entre les différents acteurs. Le risque, selon ses auteurs, est que la France finisse par dépendre entièrement d'outils conçus à l'étranger, faute d'avoir organisé et rendu accessibles ses propres données. Autre constat frappant : aucun des grands programmes nationaux de recherche en IA ne traite aujourd'hui spécifiquement de l'agriculture. Face à ce constat, la ministre de l'Agriculture a lancé à la mi-2025 un « grand défi national » destiné à structurer une filière française d'IA agricole.

Des levées de fonds, mais un secteur qui reste fragile

Plusieurs jeunes entreprises françaises ont réussi à lever des fonds ce semestre : Ubees, spécialisée dans l'apiculture régénérative assistée par IA, Farm3, qui utilise l'imagerie pour analyser la santé des cultures, ou encore Evolutive Agronomy et Hectarea. Mais ces succès ponctuels cachent un secteur globalement fragilisé : au niveau mondial, l'investissement dans les jeunes entreprises agricoles reste très inférieur aux niveaux records observés en 2021, et en France, l'exemple de Naïo Technologies illustre bien les difficultés du secteur. Ce pionnier français des robots agricoles, basé près de Toulouse et connu pour ses robots désherbeurs, a vu son chiffre d'affaires chuter de plus de moitié en deux ans, avant de devoir passer par un redressement judiciaire début 2025, puis d'être repris par une nouvelle structure fin 2025 avec le soutien des pouvoirs publics.

Des freins bien identifiés

Seule une minorité d'exploitations françaises utilisent aujourd'hui des outils de précision comme les drones, les capteurs ou les robots — environ trois fois moins qu'aux États-Unis, selon l'institut national de recherche agronomique. Les bénéfices de ces technologies restent très concentrés sur les grandes exploitations céréalières ou l'élevage laitier, laissant de côté les petites structures ainsi que certaines filières comme les fruits, les légumes ou l'élevage allaitant. Un enjeu supplémentaire se pose : plus d'un tiers des agriculteurs français partiront à la retraite d'ici 2030, ce qui pose la question de la transmission du savoir-faire en même temps que celle de l'adoption de nouveaux outils. Sur l'emploi, le discours dominant reste que ces technologies répondent avant tout à la pénurie de main-d'œuvre agricole et à la pénibilité du travail, plus qu'elles ne suppriment des emplois existants — même si l'agriculture reste identifiée par les grandes organisations internationales comme l'un des secteurs les plus exposés à l'automatisation à long terme.

11. Volet commerce — des assistants virtuels qui font les achats à notre place

Le commerce en ligne connaît une mutation rapide avec l'arrivée d'assistants intelligents capables de rechercher, comparer et parfois même acheter des produits à la place du consommateur, sans que celui-ci ait besoin de visiter lui-même les sites marchands.

Des chiffres qui grimpent très vite

ChatGPT traite désormais environ 50 millions de recherches liées au shopping chaque jour, soit une part encore modeste mais en forte croissance de l'ensemble de son activité. Le trafic généré par les assistants IA vers les sites de vente en ligne américains a presque quintuplé en un an, et fait plus intéressant encore : les visiteurs qui arrivent via une IA achètent bien plus souvent que les visiteurs classiques venus par un moteur de recherche traditionnel. Lors des fêtes de fin d'année 2025, les assistants IA auraient contribué à plusieurs centaines de milliards de dollars de ventes en ligne dans le monde, en aidant les consommateurs à découvrir des produits correspondant précisément à leurs besoins.

Des tentatives encore balbutiantes

OpenAI a lancé fin 2025 une fonction permettant d'acheter directement depuis une conversation avec ChatGPT, sans avoir à quitter l'application, en partenariat avec des plateformes comme Shopify ou la marketplace Etsy. Mais l'entreprise a dû revoir sa copie au printemps 2026, préférant désormais rediriger les utilisateurs vers le site du vendeur plutôt que de gérer elle-même toute la transaction — signe, selon plusieurs experts du secteur, que l'exercice s'est révélé bien plus complexe que prévu, notamment sur les questions de paiement et de service après-vente. Google développe de son côté une approche assez similaire, en partenariat avec des enseignes comme Walmart et Target. Amazon, de son côté, préfère garder la main sur son propre assistant maison plutôt que de laisser des IA concurrentes accéder librement à son catalogue de produits, allant jusqu'à bloquer techniquement certains robots d'autres entreprises qui tentent de parcourir son site.

Les entrepôts se robotisent fortement

Amazon utilise désormais plus d'un million de robots dans l'ensemble de ses entrepôts à travers le monde. Certaines entreprises spécialisées, comme Symbolic, qui travaille notamment avec Walmart, affirment que leurs robots préparent les commandes environ cinq fois plus vite qu'un employé humain, tout en réduisant fortement le taux de casse des produits pendant la manutention. Selon des documents internes révélés par la presse américaine fin 2025, Amazon prévoirait d'éviter plus de 600 000 embauches d'ici 2033 grâce à cette automatisation croissante, tout en affirmant publiquement, par la voix de ses dirigeants, que les robots créent globalement plus d'emplois qu'ils n'en suppriment au sein de l'entreprise.

De nouveaux risques de fraude

Les escroqueries utilisant l'intelligence artificielle explosent dans le secteur du commerce : selon une étude américaine récente, environ trois tentatives de fraude sur dix impliquent désormais de l'intelligence artificielle, certaines grandes enseignes rapportant recevoir plus d'un millier d'appels frauduleux générés automatiquement chaque jour. Les usurpations de célébrités ou de personnalités publiques pour vanter de faux placements financiers ou de fausses promotions représentent également une part croissante et préoccupante des pertes liées aux contenus truqués, les consommateurs ayant collectivement perdu plusieurs milliards de dollars à cause de ces arnaques ces derniers mois.

12. Volet sciences — quand l'IA devient elle-même chercheuse

Ce semestre marque un tournant assez net : l'intelligence artificielle ne se contente plus d'assister les scientifiques dans leurs calculs, elle propose désormais elle-même des hypothèses de recherche originales, que des laboratoires viennent ensuite vérifier concrètement en conditions réelles.

Une IA qui propose et débat de ses propres idées

Google DeepMind a développé un système où plusieurs intelligences artificielles « discutent » et se contredisent entre elles pour faire émerger et affiner des pistes de recherche, un peu comme le ferait une équipe de chercheurs autour d'une table. Des pistes ainsi proposées ont notamment permis d'identifier des médicaments déjà existants qui pourraient être réutilisés contre certaines formes de leucémie, ou de découvrir de nouvelles cibles thérapeutiques prometteuses contre la fibrose des organes, validées ensuite en laboratoire sur des tissus humains reconstitués. D'autres pistes similaires sont explorées contre la maladie de Charcot ou la résistance aux antibiotiques.

Une avancée majeure dans la conception de médicaments

Isomorphic Labs, une entreprise issue de Google DeepMind, a présenté début février 2026 un nouvel outil capable de prédire avec une bien meilleure précision comment une molécule interagit avec sa cible biologique dans l'organisme — une avancée saluée par plusieurs chercheurs indépendants comme comparable à un saut générationnel majeur dans ce domaine. Sur les cas les plus difficiles à prédire, cet outil atteindrait plus du double de précision par rapport aux meilleures technologies précédentes. L'entreprise mène actuellement dix-sept programmes de recherche différents, notamment en cancérologie, dans les maladies inflammatoires et les maladies cardiovasculaires, et a signé des accords représentant plusieurs milliards de dollars avec les grands laboratoires pharmaceutiques Eli Lilly et Novartis. Un premier médicament anticancéreux entièrement conçu grâce à cette technologie devrait entrer en test chez l'humain d'ici la fin de l'année 2026.

D'autres avancées notables

Les prévisions météorologiques se sont nettement améliorées grâce à de nouveaux modèles d'intelligence artificielle développés par Google, désormais capables de produire une prévision fiable à dix jours en moins d'une minute de calcul, contre plusieurs heures auparavant avec les méthodes traditionnelles. Dans le domaine des matériaux, des intelligences artificielles continuent d'aider les chercheurs à identifier de nouveaux composés utiles pour fabriquer de meilleures batteries ou pour capturer plus efficacement le CO₂ de l'atmosphère, en testant virtuellement des millions de combinaisons chimiques avant de les fabriquer réellement en laboratoire.

Un revers de médaille préoccupant

Le recours croissant à l'intelligence artificielle dans la rédaction scientifique pose toutefois un problème sérieux et documenté : des chercheurs ont recensé près de 150 000 fausses citations générées par IA dans des articles publiés au cours d'une seule année, certaines inventant purement et simplement des études qui n'existent pas ou attribuant des propos erronés à de vrais chercheurs. Ce phénomène touche également l'évaluation des articles scientifiques par les pairs, un mécanisme pourtant central du contrôle de qualité de la recherche : lors d'une grande conférence internationale consacrée à l'intelligence artificielle, environ un cinquième de l'ensemble des évaluations soumises auraient elles-mêmes été rédigées par une IA plutôt que

par un véritable chercheur humain, ce qui interroge la fiabilité de tout le système de validation scientifique. Face à cela, certaines grandes plateformes de publication scientifique ont commencé à sanctionner plus sévèrement les auteurs suspectés de ce type de fraude, allant jusqu'à les exclure temporairement de toute nouvelle publication.

13. Volet culture — quand l'IA compose, écrit et joue

L'intelligence artificielle s'installe durablement dans la musique, le cinéma et l'édition, suscitant autant d'enthousiasme commercial que d'inquiétude chez les artistes et leurs représentants.

Une chanteuse qui n'existe pas

Xania Monet, une « artiste » entièrement générée par intelligence artificielle — dont les paroles sont écrites par une poétesse américaine puis mises en musique par un logiciel spécialisé — est devenue courant 2025 la première œuvre entièrement IA à entrer dans un classement radio officiel aux États-Unis, avec à la clé un contrat de plusieurs millions de dollars signé avec un label spécialisé. D'autres cas similaires se sont multipliés depuis, certains devenant même numéro un des classements dans le genre country. Ce phénomène provoque une réaction très négative d'une large partie du public : selon une étude sectorielle récente, les auditeurs restent globalement hostiles à une intelligence artificielle qui imiterait la voix ou le style d'un artiste existant sans son consentement explicite, se montrant plus indifférents face à une musique clairement identifiée comme entièrement artificielle. Plusieurs grandes maisons de disques ont d'ailleurs demandé le retrait de plus de cent mille titres utilisant sans autorisation la voix ou l'image de leurs artistes, tandis que certaines plateformes de streaming ont mis en place des badges de vérification pour distinguer les artistes authentiques.

Le cinéma s'organise, entre prudence et opportunisme

Un accord a été annoncé fin 2025 entre Disney et OpenAI, autorisant sous conditions strictes l'usage de personnages emblématiques issus des univers Marvel, Pixar ou Star Wars dans des contenus générés par intelligence artificielle, accompagné d'un investissement de plusieurs centaines de millions de dollars de Disney directement dans OpenAI. Netflix a de son côté annoncé miser pleinement sur l'intelligence artificielle générative pour ses effets visuels et sa pré-production, tout en rappelant publiquement, par la voix de son dirigeant, que « l'intelligence artificielle ne fait pas de vous un grand conteur ». Plusieurs grands studios ont depuis nommé des responsables dédiés à l'intelligence artificielle en interne. Les syndicats d'acteurs américains ont pour leur part obtenu des garanties contractuelles importantes, imposant désormais le consentement explicite des comédiens avant toute utilisation de leur image, de leur voix ou de leur « réplique numérique » par une intelligence artificielle.

L'édition n'est pas épargnée

Un roman publié par un grand éditeur français a dû être retiré précipitamment de la vente début 2026, après avoir été identifié par des outils de détection comme très largement généré par intelligence artificielle sans que cela ait été déclaré à l'éditeur. Un phénomène plus large touche également l'autoédition, où une part significative des ouvrages publiés sur les grandes plateformes serait aujourd'hui rédigée majoritairement par IA. Les principales associations d'auteurs proposent désormais des labels « écrit par un humain » pour rassurer les lecteurs sur l'origine réelle des textes, et plusieurs plateformes d'autoédition imposent depuis peu la déclaration obligatoire du recours à l'intelligence artificielle lors de la publication.

Une bataille juridique tous azimuts

De nombreux procès opposent désormais maisons de disques, éditeurs et studios aux grandes entreprises d'intelligence artificielle, accusées d'avoir utilisé massivement leurs œuvres protégées sans autorisation pour entraîner leurs modèles. Anthropic a par exemple accepté début 2026 de verser un milliard et demi de dollars pour régler à l'amiable un vaste litige de ce type avec des éditeurs et auteurs américains, l'un des règlements les plus importants jamais conclus en matière de droit d'auteur. D'autres procès similaires opposent des maisons de disques à des entreprises spécialisées dans la génération musicale par IA. En France, un projet de loi consacré à l'intelligence artificielle et à la propriété intellectuelle a été adopté à l'unanimité par le Sénat début avril 2026, non sans opposition affichée de certaines entreprises françaises d'intelligence artificielle, qui y voient un frein potentiel à leur développement face à la concurrence internationale.

14. Volet presse et médias — une profession sous double pression

Les rédactions de presse vivent une double transformation ce semestre : l'intelligence artificielle devient un outil de travail quotidien pour les journalistes, mais elle bouleverse en même temps profondément la manière dont le grand public accède à l'information, souvent au détriment direct du trafic vers les sites d'actualité eux-mêmes.

Un usage désormais massif dans les rédactions

Une large majorité de journalistes utilisent aujourd'hui régulièrement des outils d'intelligence artificielle dans leur travail quotidien, que ce soit pour la recherche documentaire, la transcription d'entretiens en plusieurs langues, ou l'accélération de la vérification des faits. Du côté du public, l'usage de l'intelligence artificielle pour s'informer directement, sans passer par un site de presse traditionnel, a presque doublé en l'espace d'une seule année.

Des accords financiers, mais aussi des procès qui traînent en longueur

Plusieurs grands groupes de presse ont signé des accords de rémunération avec les géants de l'intelligence artificielle en échange du droit d'utiliser leurs articles pour entraîner leurs modèles, à l'image du journal Le Monde avec OpenAI. Mais le dossier le plus emblématique et le plus tendu reste le procès intenté par le New York Times contre OpenAI et Microsoft, engagé fin 2023 et toujours pas tranché à ce jour : début juillet 2026, plusieurs grands éditeurs américains ont formellement demandé au juge en charge du dossier de sanctionner OpenAI, qu'ils accusent d'avoir volontairement entravé et ralenti la procédure judiciaire en cours.

La chute marquée du trafic venant des moteurs de recherche

C'est sans doute le bouleversement le plus concret et le plus immédiatement ressenti par la presse : depuis que Google affiche directement, en haut de ses résultats, des réponses entièrement générées par intelligence artificielle plutôt que de simples liens, le nombre de visiteurs qui cliquent réellement vers les sites d'information a fortement chuté — parfois de moitié, voire nettement davantage sur certains sujets très recherchés. Plusieurs médias d'information ont ainsi vu leur trafic issu des moteurs de recherche divisé par deux en l'espace de quelques années seulement, avec des conséquences directes sur leurs recettes

publicitaires et parfois sur leurs effectifs. Les dirigeants de presse interrogés s'attendent très majoritairement à une poursuite, voire une aggravation, de cette baisse dans les années qui viennent.

Une bataille grandissante contre la désinformation

Le nombre de fausses images ou vidéos truquées générées par intelligence artificielle en circulation a été multiplié par seize en seulement deux ans. Des chercheurs spécialisés ont également recensé plusieurs milliers de faux sites d'actualité entièrement rédigés par IA, actifs dans une quinzaine de langues différentes, brouillant encore davantage la frontière entre information vérifiée et contenu fabriqué de toutes pièces, souvent à des fins commerciales ou de manipulation.

La France impose sa méthode

Les éditeurs de presse français ont obtenu depuis trois ans plus de cinquante-six millions d'euros de la part des grandes plateformes numériques, au titre des « droits voisins » — c'est-à-dire la rémunération légalement due à la presse pour la reprise de ses contenus par des tiers. Mais les négociations restent particulièrement tendues avec certains acteurs : début juillet 2026, l'Autorité française de la concurrence a formellement ordonné à Meta, la maison mère de Facebook et Instagram, de reprendre sans délai des négociations sérieuses avec les éditeurs de presse français, jugeant que l'entreprise ne respectait plus ses obligations légales depuis plus d'un an.

15. Actualisation — Juillet-Août 2026

Ce chapitre complète le bilan du premier semestre avec les développements majeurs survenus en juillet et août 2026, dans la continuité des quatorze volets précédents.

Volet technique — une cadence jugée insoutenable par les employés eux-mêmes

Le rythme de sortie de nouveaux modèles a atteint un pic sur la période. OpenAI a lancé la famille GPT-5.6 le 9 juillet (Sol pour les tâches exigeantes, Terra pour l'usage professionnel courant, Luna pour la rapidité et le coût), avant de baisser ses prix dès le 30 juillet (Luna -80 %, Terra -20 %). Anthropic a lancé Claude Opus 5 le 24 juillet, avec un tarif maintenu en août à 2 dollars par million de tokens en entrée et 10 dollars en sortie. Entre le 20 juin et le 9 juillet, Anthropic, xAI, Meta, Tencent, Mistral et Z.ai ont chacun sorti ou retarifié un modèle. Gartner évalue la dépense mondiale en IA à 2 590 milliards de dollars pour 2026, en hausse de 47 % sur un an.

Fait notable : fin juillet, près d'un millier d'employés des grands laboratoires ont signé un appel à ralentir cette cadence, jugeant qu'elle dépasse la capacité de test sérieux des modèles. Google a de son côté reporté une sortie majeure de Gemini, resserrant la course avec OpenAI et Anthropic. Douze modèles majeurs seraient sortis entre février et août 2026.

Volet politique — le 2 août 2026, une échéance réelle mais partiellement désamorcée

Le « Digital Omnibus » (règlement UE 2026/1744) a été publié au Journal officiel de l'UE le 24 juillet et est entré en vigueur le 27 juillet, six jours avant l'échéance. Il reporte les obligations les plus lourdes sur les systèmes à haut risque (annexe III) au 2 décembre 2027, et celles sur les produits réglementés (annexe I) au 2 août 2028. Ce report ne concerne toutefois pas tout : les obligations de transparence de l'article 50 (prévenir qu'on échange avec un chatbot, étiqueter deepfakes et contenus générés par IA) sont bien

devenues pleinement applicables et sanctionnables le 2 août 2026, avec un barème allant jusqu'à 35 millions d'euros ou 7 % du chiffre d'affaires mondial pour les pratiques interdites, 15 millions ou 3 % pour les manquements à l'article 50. Les fournisseurs de modèles à usage général (OpenAI, Anthropic, Google, Mistral) sont désormais soumis à des obligations documentaires renforcées, avec des pouvoirs de contrôle élargis pour la Commission européenne.

Volet social — le doute s'installe sur la rationalité des licenciements

Une étude reprise mi-août montre qu'environ 90 % des dirigeants estiment que l'IA n'a pas encore amélioré la productivité de leur entreprise, alors que les licenciements liés à l'IA se poursuivent : plus de 122 000 emplois tech supprimés en 2025, 126 000 de plus en 2026. Cas emblématique : JPMorgan Chase a annoncé en juillet avoir réduit ses effectifs jusqu'à 40 % grâce à l'IA, tout en recrutant davantage pour les postes liés à l'IA elle-même. Le marché du travail américain reste toutefois résilient dans l'ensemble, avec 162 000 emplois créés en août 2026 et un chômage à 4,1 % : la tendance dominante n'est pas l'effondrement de l'emploi, mais une recomposition, avec une forte demande pour les métiers d'infrastructure IA au détriment des filières informatiques classiques et administratives.

Volet financier — Anthropic prend une avance spectaculaire sur OpenAI

Anthropic a finalisé fin mai une levée de 65 milliards de dollars (valorisation 965 milliards), puis a levé encore au moins 130 milliards en août pour ses besoins de calcul. Son entrée en bourse a été reportée de fin septembre à mi-octobre 2026, avec une valorisation cible annoncée de 2 000 milliards de dollars, un record absolu pour le secteur technologique. Fin juillet, le taux de croissance annualisé d'Anthropic atteignait 65 milliards de dollars, contre plus de 40 milliards pour OpenAI. Le chiffre d'affaires trimestriel d'Anthropic a plus que doublé pour atteindre 11,6 milliards de dollars, contre une progression de 18 % seulement pour OpenAI. Selon l'indice Ramp d'août, 43,5 % des entreprises américaines utilisaient déjà Anthropic en juillet, contre 39,7 % pour OpenAI.

Volet industriel — la course à l'électricité prend le pas sur celle des puces

Le projet de data center OpenAI-Nvidia dans l'Ohio (10 gigawatts) a franchi une étape en juillet : Nvidia discuterait d'une garantie financière d'environ 250 milliards de dollars pour sécuriser le financement du site. Fait révélateur, l'essentiel de la puissance prévue repose sur du gaz naturel, la rapidité de déploiement primant sur la décarbonation. Un rapport sectoriel d'août confirme que la rareté ne porte plus sur les puces mais sur la capacité électrique disponible, les délais de raccordement au réseau atteignant 3 à 7 ans. TSMC continue d'accélérer sa montée en gamme en Arizona, tandis qu'AMD a lancé Helios, un système intégré destiné à concurrencer frontalement Nvidia. Un accord commercial UE-USA plafonne par ailleurs à 15 % les droits de douane sur les exportations industrielles européennes vers les États-Unis, en échange d'achats européens d'énergie et de puces IA américaines.

Volets défense et industrie de l'armement — la « new defense » confirme son ascension

Helsing (Allemagne) a bouclé le 13 juillet une levée de série E de 1,8 milliard de livres sterling, valorisant l'entreprise à 18 milliards de livres — le plus important tour de table jamais réalisé dans la deftech européenne. Anduril a été valorisée à 61 milliards de dollars lors de sa dernière levée, la plus importante jamais réalisée dans la deftech tous pays confondus. Sur le terrain commercial, un contrat de 2 milliards de dollars a été conclu avec le Koweït pour des systèmes anti-drones Anduril, et un contrat néerlandais de contre-drones est passé de la signature à la capacité opérationnelle en moins d'un mois, un rythme sans

précédent dans l'industrie de défense traditionnelle. Crunchbase a recensé plus de 4,5 milliards de dollars de financement deftech sur le seul premier trimestre 2026, un record trimestriel absolu.

Volet sciences — un exode retentissant chez Google DeepMind

Le 6 août 2026, quatre figures majeures de Google — Jeff Dean, Sanjay Ghemawat, Oriol Vinyals et Quoc Le — ont annoncé leur départ simultané pour fonder Discovery Loop, une société dédiée à l'automatisation de la découverte scientifique par IA. Autre développement notable : Anthropic est officiellement entrée dans la recherche pharmaceutique le 6 juillet, avec le lancement de « Claude Science » et un programme préclinique ciblant les maladies négligées. Google Cloud a rendu AlphaEvolve, agent de découverte algorithmique de DeepMind, disponible en accès général le 10 juillet. Sur le plan méthodologique, plusieurs analyses soulignent un changement de posture du chercheur, qui passerait progressivement du rôle de découvreur à celui de superviseur d'agents autonomes formulant eux-mêmes des hypothèses.

Volets culture et presse — le règlement Anthropic validé, la bataille NYT/OpenAI qui s'envenime

Le 21 juillet 2026, une juge fédérale américaine a formellement validé l'accord de règlement de 1,5 milliard de dollars entre Anthropic et un collectif d'auteurs, la plus grande action collective en droit d'auteur de l'histoire des États-Unis. Le 9 juillet, plusieurs médias américains ont demandé à un juge de sanctionner OpenAI dans le litige l'opposant au New York Times, pour obstruction dans la procédure de découverte des preuves. En France, le CSPLA a publié un rapport le 16 juillet 2026 sur le statut juridique des œuvres assistées par IA, concluant que le critère d'originalité reste suffisamment robuste pour protéger ces créations dès lors qu'une véritable direction créative humaine est démontrée.

Volet sécurité — la prudence gouvernementale s'étend aux modèles eux-mêmes

Fin juin, OpenAI a limité le lancement de GPT-5.6 à des clients validés par le gouvernement américain, par crainte d'un détournement à des fins de cyberattaques. Sam Altman a confirmé début juillet que « beaucoup de changements » avaient été apportés au modèle sur suggestion du gouvernement avant sa commercialisation large.

Les volets agriculture, commerce et philosophie n'ont pas fait l'objet de développements majeurs suffisamment documentés sur cette fenêtre de juillet-août 2026 pour être actualisés de façon fiable à ce stade.

Synthèse

Ce premier semestre 2026 marque une bascule claire : l'intelligence artificielle n'est plus seulement un sujet technologique ou commercial, elle est devenue un enjeu de souveraineté géopolitique — comme l'illustre le bras de fer entre Anthropic et l'administration américaine —, un facteur de recomposition silencieuse du marché du travail — qui se joue davantage sur les portes d'entrée que sur des vagues de licenciements massifs —, un accélérateur d'accumulation financière sans précédent doublé d'une concentration boursière inédite depuis 150 ans, une source de tension industrielle majeure sur les chaînes d'approvisionnement en puces, terres rares et électricité, une question environnementale de plus en plus difficile à ignorer, un sujet philosophique de premier plan qui interroge jusqu'aux institutions les plus anciennes, un enjeu de sécurité à part entière pour les entreprises et administrations comme pour les armées, et enfin le moteur d'une

refonte accélérée de l'industrie de l'armement elle-même, où la valeur bascule du matériel vers le logiciel, pendant que la régulation européenne tente de trouver un équilibre entre protection des personnes et compétitivité économique.

Ces quatorze dynamiques ne sont pas indépendantes : la course technologique alimente une demande industrielle, énergétique, financière et militaire sans précédent, qui elle-même nourrit les tensions géopolitiques et sécuritaires sur le contrôle des matériaux critiques, des modèles les plus avancés et des systèmes d'armes de nouvelle génération, pendant que les mutations du marché du travail, les interrogations philosophiques sur la place de l'humain et les transformations concrètes observées dans l'agriculture, le commerce, la recherche, la culture et la presse alimentent en retour la pression politique pour réguler plus vite. La seconde moitié de 2026, marquée par l'entrée en application complète de l'AI Act au 2 août, par la poursuite du mur d'investissement des hyperscalers, par les possibles entrées en bourse d'Anthropic et OpenAI, et par l'accélération du réarmement européen, sera à cet égard un test décisif pour l'ensemble de ces équilibres.

Source : presse spécialisée (Le Monde Informatique, ia-info.fr, DCOD), Direction générale du Trésor, Insee, Commission européenne, ONU, Agence internationale de l'énergie, ADEME — synthèse réalisée le 11 juillet 2026.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE & SOCIÉTÉ

Analyses, points de vue et débats de société sur l'IA dans la presse française

Tribunes, controverses et prises de position — été 2026

Document préparé le 13 août 2026

Sommaire

1. La tribune du boycott (Le Monde, 18 juin 2026)
 2. L'affaire Denis Podalydès : un cas emblématique
 3. La contre-offensive « techno-optimiste » contre la presse de gauche
 4. Le versant philosophique : la critique de la « bêtise artificielle »
 5. La voix religieuse : l'encyclique du pape Léon XIV
 6. Les Echos : quand la presse économique adopte et débat
 7. Le débat sur l'imminence de l'IA générale
- Ce qu'il faut retenir

Introduction

Au-delà de l'actualité factuelle de l'intelligence artificielle — modèles, régulation, marchés — la presse française a fait, au cours de l'été 2026, une large place aux analyses, tribunes et controverses portant sur les implications sociétales, culturelles et éthiques de cette technologie. Ce document recense les principales prises de position parues dans Le Monde et d'autres titres de la presse française, ainsi que les débats qu'elles ont suscités.

1. La tribune du boycott (Le Monde, 18 juin 2026)

C'est le fait de presse le plus structurant du semestre sur le plan du débat de société. Publiée le jeudi 18 juin dans Le Monde, une tribune signée par 150 personnalités — les écrivains Annie Ernaux, Hervé Le Tellier, Pierre Michon, Abel Quentin, les auteurs de bande dessinée Enki Bilal et Jul, le philosophe Gaspard Koenig, l'ancienne ministre de la Culture Françoise Nyssen, le biologiste Marc-André Selosse, ainsi que le sénateur Alexandre Basquin — appelle à « boycotter l'IA générative grand public », dénonçant « un projet de société fondé sur la marginalisation de l'être humain et la destruction de notre milieu de vie ».

Trois arguments principaux structurent le texte : la menace sur l'emploi, l'affaiblissement des capacités cognitives des jeunes générations (la tribune s'appuie sur un baromètre de l'Arcom montrant une accélération marquée de l'usage de l'IA générative chez les 15-24 ans), et l'argument écologique, les data centers étant accusés de « capter l'électricité verte au détriment d'autres secteurs, retardant leur nécessaire décarbonation ».

Cette tribune a suscité une cascade de réactions contradictoires. France 24 et Le Figaro en ont assuré une couverture factuelle. Le site libéral Contrepoints a publié une charge intitulée « Quand les gauchistes veulent boycotter l'intelligence artificielle ! », raillant notamment la présence de Gaspard Koenig, qualifié d'« ex-prétendu libéral devenu écologiste ». Une réaction plus vive encore est venue de la sphère technologique : un billet de blog très partagé a accusé les signataires de « défaitisme », suggérant que leur opposition relevait moins de préoccupations éthiques que d'une « peur économique et existentielle » liée à la menace sur leur statut de créateurs.

2. L'affaire Denis Podalydès : un cas emblématique

C'est sans doute le fait le plus révélateur du débat sur l'IA et l'identité numérique cet été, révélé par Le Monde puis largement repris par franceinfo, Puremédias et L'Informé. Le comédien de la Comédie-Française Denis Podalydès a découvert à l'automne 2025 qu'une chaîne YouTube intitulée « Les Voix Philosophiques », suivie par près de 110 000 abonnés, diffusait depuis des mois des dizaines de vidéos de philosophie et de développement personnel narrées par un clone IA de sa voix, sans son consentement.

Avec le soutien de l'Adami, société de gestion des droits des artistes-interprètes, et une expertise en biométrie vocale menée par la société lilloise Whispeak, l'acteur a porté plainte pour « hypertrucage » et obtenu, le 2 juillet 2026, une décision du tribunal judiciaire de Paris ordonnant à Google de communiquer l'identité du créateur de la chaîne. franceinfo présente cette action comme « un espoir pour tous les artistes qui se font piller » et une première en France depuis la loi du 21 mai 2024 sur les hypertrucages. Un

parallèle est fait avec les démarches de Taylor Swift et Matthew McConaughey aux États-Unis, qui ont déposé leur empreinte vocale auprès de l'office américain des brevets pour se prémunir du même risque.

3. La contre-offensive « techno-optimiste » contre la presse de gauche

En août, le site Polémia a publié une série de trois textes ciblant directement la ligne éditoriale de Libération sur l'intelligence artificielle : « La techno-négativité ou le refus de l'avenir » (24 juillet), « L'écologisme contre l'écologie : anatomie d'une idéologie anti-prométhéenne » (9 août), et « Quand la gauche devient réactionnaire : Libération face à l'intelligence artificielle » (10 août). En s'appuyant sur la pensée de Jacques Ellul sur l'autonomie de la technique, ces textes accusent l'écologie politique de fonctionner comme une « secte » jugeant toute augmentation de puissance technologique avant même d'en avoir évalué l'utilité réelle — un avatar contemporain du luddisme, selon leurs auteurs.

4. Le versant philosophique : la critique de la « bêtise artificielle »

La philosophe Anne Alombert, maîtresse de conférences à l'université Paris 8 et spécialiste des enjeux anthropologiques des transformations technologiques contemporaines, s'est imposée comme l'une des voix critiques les plus reprises dans la presse francophone avec son ouvrage *De la bêtise artificielle*. Elle y interroge les limites des systèmes d'intelligence artificielle et leurs effets sur nos capacités de réflexion, d'attention et de jugement — un point de vue relayé jusque dans la presse francophone d'outre-mer, signe de sa diffusion au-delà du cercle parisien.

5. La voix religieuse : l'encyclique du pape Léon XIV

Largement commentée dans la presse française et internationale, la première encyclique du pape Léon XIV, intitulée « Magnifica Humanitas » et présentée le 26 mai 2026, appelle à « désarmer » l'intelligence artificielle, la comparant explicitement à l'énergie nucléaire : une technologie qui « doit être mise au service de tous et du bien commun » plutôt que de devenir « un instrument de domination, d'exclusion et de mort ». Le rapprochement avec l'argumentaire de la tribune du Monde, publiée trois semaines plus tard, a été relevé par plusieurs commentateurs.

6. Les Echos : quand la presse économique adopte et débat

Contrairement à Le Monde ou Libération, plutôt situés sur le terrain critique, Les Echos ont choisi cet été un traitement plus incarné et exploratoire avec leur podcast estival « Les Echos de l'IA », qui invite des personnalités politiques, artistiques et philosophiques à parler de leur rapport personnel à l'intelligence artificielle — notamment un entretien entre la journaliste Marina Alcaraz et l'actrice-réalisatrice Agnès Jaoui, réalisé en marge du World AI Film Festival.

Le journal a par ailleurs lancé en juin son propre assistant IA maison pour ses abonnés professionnels, développé avec Miso Technologies et entraîné exclusivement sur ses propres archives — signe que le débat sur l'IA dans la presse économique se double d'une adoption concrète et assumée, à rebours de la ligne plus critique adoptée par Le Monde ou Libération.

7. Le débat sur l'imminence de l'IA générale

Le podcast Futurs + Humains, produit par KPMG, a consacré le 24 mars un épisode à la question « Super intelligence : où en sommes-nous vraiment ? », interrogeant la promesse d'une intelligence artificielle générale « dès 2027 » avancée par certains acteurs de la Silicon Valley. Laurence Devillers, professeure en IA à la Sorbonne et chercheuse au CNRS, y apporte un contrepoint mesuré face au « storytelling » ambiant, aux côtés de Benoît Bergeret, président de Stratégie AI et cofondateur du Hub France IA.

Ce qu'il faut retenir

Le débat français sur l'intelligence artificielle en 2026 s'organise autour de trois lignes de tension récurrentes : l'emploi et la cognition, au cœur de la tribune du Monde ; l'écologie et la sobriété, terrain de l'affrontement entre Libération et ses détracteurs ; et la question du pouvoir et de la domination, reprise aussi bien par la tribune que par le pape. Cette ligne de fracture ne recoupe pas simplement un clivage gauche/droite : elle oppose aussi un monde créatif et littéraire plutôt critique à un écosystème technologique et entrepreneurial plutôt offensif face à ces critiques.

Le débat ne se limite pas non plus à un affrontement entre une presse critique (Le Monde, Libération) et une presse offensive côté tech : il se joue aussi à travers des cas concrets et personnels, comme l'affaire Podalydès, qui incarne très directement l'inquiétude de la tribune du Monde sur la « marginalisation de l'être humain », et par des traitements différenciés selon la ligne éditoriale des titres — Les Echos, journal économique libéral, abordant le sujet par l'adoption et l'incarnation plutôt que par la mise en garde.

Sources : Le Monde, France 24, Le Figaro, Contrepoints, Polémia, franceinfo, Puremédias, L'Informé, Les Echos, KPMG (podcast Futurs + Humains) — synthèse réalisée le 13 août 2026.